

**LES RESSOURCES NATURELLES EN CASAMANCE :
OBSTACLES OU VECTEURS DE PAIX?**

**NATURAL RESOURCES IN CASAMANCE:
OBSTACLES OR VECTORS FOR PEACE?**

Arne Aerts*

DOI: 10.24193/subbeuropaea.2019.2.14

Published Online: 2019-12-30

Published Print: 2019-12-30

Abstract

Recent insights in the field of peacebuilding and conflict transformation studies underline the importance of involving natural resources in conflict resolution. This research shows that, even in a pro-independence conflict that has been going on for over 37 years in southern Senegal, natural resource management can play a key role in conflict resolution. The local civil society confirms the involvement of natural resources in the conflict, but too often forgets them in its own activities as well as when making a list of key elements to achieve peace in the region.

Keywords: Casamance, peacebuilding, conflict resolution, natural resources, zirconium

* Arne Aerts holds a Bachelor's degree of linguistics in French and Spanish at KU Leuven University. After graduating, he chose a first Master's degree of business communication (also at KU Leuven University) in order to specialize in communication strategies in the world of organisations. He then opted for a second Master's degree of transcultural migration studies, an Erasmus+ programme monitored by the University of Lille. During his second Master's degree he deepened his interest in multiculturalism, social polarisation and conflict transformation with a master's thesis on the role of natural resources in the Casamance conflict resolution.

Contact: arne.aerts95@gmail.com

Introduction

A partir de la deuxième moitié du siècle dernier, l'humanité a commencé à travailler ensemble pour éviter de nouvelles situations atroces comme la Seconde Guerre mondiale dans l'avenir. Le monde a commencé à s'ouvrir et bon nombre d'accords interétatiques ainsi que des coopérations internationales ont vu le jour. Dès lors, les échanges internationaux renforcent la mondialisation et accélèrent de façon considérable le développement et la modernisation. Pourtant, cette mondialisation a apporté de nouveaux défis: parmi les grandes thématiques du 21^{ème} siècle sont à citer le vivre-ensemble, c'est-à-dire la polarisation dans les sociétés modernes, et le changement climatique entre autres.

En raison de la croissance démographique, la demande des ressources naturelles augmente considérablement et l'accès aux produits de base et de survie devient parfois problématique. La demande accrue des ressources naturelles au niveau mondial est notamment sensible à la source, c'est-à-dire là où les ressources sont exploitées. L'humanité pèse lourd sur l'environnement et, dans un futur proche, cela posera sans doute des défis pour la bonne intelligence des peuples. Aussi dans des conflits déjà existants, la gestion des ressources naturelles s'implique considérablement. Ce travail examinera alors le conflit du Sénégal en Casamance à travers les ressources naturelles. Il se trouve parmi les premiers travaux à propos des ressources naturelles dans la consolidation de la paix en Casamance. Il veut en quelque sorte ouvrir la voie à des études plus approfondies sur cet aspect de la consolidation de la paix dans la région.

Contextualisation du conflit

Cette lutte qui fait objet de la recherche perdure déjà depuis plus de 35 ans et est la phase la plus récente d'une résistance armée passive et sporadique à un contrôle extérieur qui date de plus de 300 ans. Les premières phases de cette lutte prolongée ont impliqué la résistance contre

les envahisseurs portugais et les troupes coloniales français. Étant administrée séparément du reste du Sénégal entre 1854 et 1939, la Casamance actuelle n'est intégrée véritablement à l'Afrique occidentale française (AOF) que vers la fin de la période coloniale. Cela a pour conséquence que la région reste une partie du Sénégal au moment de son indépendance en 1960.

La Casamance a donc connu une expérience coloniale bien différente du reste du Sénégal et cela fait que bon nombre de Casamançais ne s'identifient pas comme étant des Sénégalais. En outre, la Casamance diffère à plusieurs égards du reste du pays, notamment par sa richesse en ressources agricoles et marines grâce à la pluie. Deuxièmement, la Casamance se voit écartée du reste du Sénégal par un autre pays, à savoir la Gambie. Cela pourrait donner facilement l'impression d'être autre. D'ailleurs, les groupes ethniques dans la région de la Basse Casamance - dont les Joolas forment le groupe ethnique dominant - sont des populations forestières avec un ensemble de valeurs et croyances très différent du Sénégalais du nord (Wolofs et Hal Pulaar entre autres) provenant des vastes zones arides du Sahel et du Sahara. La relation avec les Wolofs a empiré considérablement à l'époque coloniale: les troupes coloniales françaises envahissant la Casamance étaient notamment composées de recrues du Nord sénégalais.

L'arrivée des 'nordistes' - les Wolofs - dans cette région réputée pour sa richesse a pour conséquence qu'un discours identitaire casamançais commence à se nourrir. Dans cette situation de crise, une mobilisation populaire résulte en une proposition d'indépendance de la région. Comme bon nombre d'autres groupes sécessionnistes, le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) encadre sa lutte autour du particularisme régional et de l'autonomie historique de la province de Casamance. Le Mouvement a été fondé en 1947 comme un mouvement politique qui avait pour objectif principal de promouvoir l'identité régionale casamançaise. Au fil du temps, le discours du MFDC accentue l'autonomie régionale.

Le conflit oppose alors principalement le gouvernement central du Sénégal à une partie de la population de la Casamance dont le MFDC prend le devant. Après plusieurs pressions violentes sur les protestations politiques, le Mouvement a développé une force de guérilla en 1982. Plus précisément depuis le 20 décembre de 1982, quand une manifestation pacifique en faveur de l'indépendance organisée à Ziguinchor (capitale de la Basse Casamance), a été réprimée par les forces de l'ordre avec des morts et des emprisonnés comme résultat. La rébellion est née de cette situation de crise où la voix de la population locale n'est pas entendue par les autorités.

Le conflit du Sénégal en Casamance a déjà fait l'objet de nombreuses études sous des angles différents. En prenant l'implication des ressources naturelles dans le conflit en Casamance comme objet de recherche, cela permet de combiner en quelque sorte les deux grands défis du 21ème siècle déjà élaborés ci-dessus. Par le défi du vivre-ensemble dans le conflit du Sénégal en Casamance, il faut donc entendre les processus de consolidation de la paix dans la région.

La recherche analyse les ressources naturelles dans leur totalité, mais prévoit parallèlement une attention particulière à la controverse du zircon¹ dans les localités de Niafrang, Abéné et Kafountine. Cette controverse est née lors de l'annonce qu'un projet d'exploitation du zircon irait s'installer dans les environs de Niafrang, un village casamançais près de la frontière avec la Gambie. Cette exploitation du zircon sur le littoral de Niafrang aurait dû démarrer il y a dix ans déjà, mais l'opposition des populations locales au projet a retardé le lancement du projet. Elles se sont opposées par la crainte que l'exploitation détruirait la dune de sable qui protège actuellement leurs rizières. Dans cette controverse, nous trouvons une fois de plus les populations locales d'un côté et l'État sénégalais, qui a approuvé l'exploitation du zircon par Carnegie-Astron (multinationale

¹ Le zircon est un minéral accessoire commun des gneiss, des granites et des pegmatites. Il est très demandé par le secteur des hautes technologies en offrant une gamme d'opportunités d'usage.

australienne et chinoise), de l'autre. Le résultat est alors une tension traditionnelle qui ne cesse de croître dans la région à travers ce nouveau défi.

Le domaine du *peacebuilding*

Avant d'entrer dans le sujet, d'abord une petite introduction à la théorie du *peacebuilding* ou la consolidation de la paix. Il est important que la paix ne soit pas considérée comme un moment précis mais plutôt comme le fruit d'une construction sociale dynamique. Comme Ronald Reagan disait: "La paix n'est pas l'absence de conflit, c'est la capacité de gérer les conflits par des moyens pacifiques." Dans ce sens, le *peacebuilding* englobe une approche holistique à facettes multiples dans la gestion des conflits violents, et cela dans toutes ses phases. Le terme signifie un processus continu de changement des relations négatives à positives, le comportement, les attitudes et les structures. Il inclut notamment des activités qui ont lieu non seulement après mais également avant la formalisation d'un véritable accord de paix. Il inclut notamment des activités qui ont lieu non seulement après mais également avant la formalisation d'un véritable accord de paix.

Dans les études sur la transformation du conflit et la consolidation de la paix, beaucoup de chercheurs ont souligné l'importance d'inclure les ressources naturelles².

Il s'agit souvent de conflits à propos de la possession, l'accès ou encore la distribution des revenus concernant les ressources naturelles et ces problèmes peuvent avoir un impact sur la vie des millions de gens. Tout d'abord, elles peuvent simplement contribuer à l'éclatement d'un conflit. Dans un deuxième temps, elles peuvent également financer le conflit quand les acteurs s'en servent afin de s'enrichir et de poursuivre leur lutte. Troisièmement, les aspects économiques des ressources

² Ici, le terme 'ressources naturelles' réfère tout simplement à toute ressource que l'on peut trouver dans la nature et qui peut être exploitée pour des raisons économiques.

naturelles peuvent poser un obstacle aux processus de consolidation de la paix.

Le potentiel des ressources naturelles

Les ressources naturelles peuvent non seulement contribuer à l'éclatement d'un conflit, mais également financer le conflit et même poser un obstacle aux processus de consolider la paix. Cependant, c'est exactement par la compréhension du fait que les ressources naturelles risquent de déstabiliser les relations entre les peuples, que l'on comprend également leur potentiel; notamment quand elles sont utilisées pour prévenir - ou résoudre - les conflits par la création d'une plateforme pour leur bonne gouvernance. Les ressources naturelles et l'environnement incarnent donc la possibilité de dialogue et d'enjeux économiques pour les différentes parties concernées, ce qui peut aider à apaiser les tensions et mettre fin au conflit en question.

Depuis quelques années, la communauté internationale vient de se rendre compte de ce potentiel par l'implication des ressources naturelles dans les processus de paix et de les considérer comme un véritable vecteur de paix durable. Pourtant, les organismes internationaux ont beau à stimuler l'inclusion des ressources naturelles dans les négociations de paix si les vrais acteurs de paix sur le terrain n'en tiennent pas compte. La recherche est partie de cette idée et a eu pour objectif d'analyser spécifiquement à quel point des organisations non-gouvernementales (ONG) perçoivent le potentiel des ressources naturelles dans la transformation des conflits. Plus spécifiquement, la recherche s'est focalisée sur les ONG actives dans la consolidation de la paix en Casamance, au sud du Sénégal, où le conflit indépendantiste à la base perdure déjà depuis 37 ans.^{3,4}

³ Parmi les interviewés, il figure des représentants d'organisations non-gouvernementales (Agada, Casamance Horizons, Dynamique de Paix, Jeunes de Kabonketoor, Femmes de Kabonketoor, Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance, USOFORAL, Visions citoyennes) avec des intérêts et points de vue intéressants et parfois discordants.

Selon ces ONG locales actives dans la consolidation de la paix, les principales causes du conflit en Casamance se situent à plusieurs niveaux: d'abord, la façon hiérarchisée d'administrer était inconnue chez les Casamançais dont le système était basé sur l'égalitarisme. De plus, l'administration de la région était gérée par des nordistes. De ce fait, les Casamançais n'avaient pas de responsabilité administrative ou, s'il y en avait, il jouait un rôle secondaire ce qui a empêché aux Casamançais de gérer leur propre territoire. Un deuxième aspect est alors la question du foncier: à cause de cette administration 'nordiste', bon nombre d'entre eux utilisaient ce pouvoir afin d'acheter et de revendre des terrains. Ce sont exactement les frustrations liées à cet accaparement de terre qui sont à l'origine de la marche à Ziguinchor en 1982.

Il est à noter que les avis sont partagés sur la place des ressources naturelles au début du conflit en Casamance. La gestion des ressources naturelles ne se posait pas encore de façon aussi cruciale bien que le MFDC commençait à le dénoncer et accuser les populations venant du Nord du Sénégal de piller les ressources de la Casamance. Au début du conflit, l'accent était vraiment mis sur l'indépendance. De l'autre côté, les ressources naturelles étaient bien présentes au moment de l'apparition du conflit, notamment à travers la question de la forêt et du foncier. Dans ce sens, la loi de domaine nationale peut être considérée comme un des facteurs déclencheurs du conflit en Casamance. Il s'agit ici d'une divergence entre les lois modernes et les lois traditionnelles qui permettait aux administrateurs 'nordistes' d'attribuer des permis pour couper du bois en Casamance. Voilà quelque chose de perturbant pour les Joolas qui n'arrivent pas à comprendre qu'un inconnu peut réclamer un terrain en Casamance tandis que les Joolas eux-mêmes ne peuvent pas toucher à leurs propres arbres.

⁴ Cette recherche se base sur leurs témoignages et perceptions des différents aspects du conflit en Casamance et l'implication des ressources naturelles.

Que ce soit dès le début ou pas, tous les participants sont d'accord que les ressources naturelles sont considérablement impliquées dans la situation actuelle du conflit. L'instabilité de la situation ensemble avec la peur de braquages, viols et autres a fait que beaucoup de villageois n'allaient plus exploiter leurs ressources naturelles. Ainsi, l'insécurité d'accès aux ressources affecte les populations économiquement quand ils abandonnent leurs champs d'exploitation. A partir de cette crise, beaucoup de gens viennent alors exploiter la Casamance parce que, comme à tout égard dans tous les autres pays du monde, une situation de crise représente le terreau idéal pour des pratiques illégales. L'instabilité de la région permet donc aux gens malintentionnés de piller les ressources naturelles. Dans le cas de la Casamance, surtout le déboisement de la région est mentionné comme un facteur clé étant donné que la coupe illicite commence véritablement à défier l'accalmie. L'événement à Bofa-Bayotte, où treize exploitants forestiers ont été tués en janvier 2018, semble être le dernier de ce genre qui a fait publicité.

Quant à la controverse du zircon, la perception globale montre un manque de prévention, d'information et de communication de la part de l'État et la multinationale envers les populations locales. Les populations se demandent notamment ce que l'exploitation du zircon pourrait leur apporter en termes économiques. Cette question joue bien clairement un rôle dans l'acceptation d'exploiter le zircon dans leurs localités. Une question encore plus importante se situe au niveau de l'impact environnemental pour cette région-là. Est-ce qu'on va mettre des mesures en place pour atténuer l'impact négatif que cette exploitation peut avoir sur l'environnement? En effet, l'endroit où on veut exploiter le zircon est une dune de sable qui évite actuellement que la mer s'avance vers les rizières.

Le plus grand soupçon réside peut-être encore dans l'étude environnementale qui a été faite par un client de la multinationale elle-même sans qu'il y ait une étude contradictoire. Cette suspicion a contribué à la discréditation de l'étude et l'idée qu'elle a été faite à la louche. Toute initiative de la part de la multinationale est dès lors reçue avec très peu

d'enthousiasme auprès les populations car un climat de méfiance s'est installé après la suspicion de l'étude environnementale qui a l'air partial pour beaucoup de gens. En revanche, ils ont l'impression que tout un système de corruption a été installé par la multinationale et l'État afin de pouvoir continuer avec l'exploitation. Ce sentiment est aussi à retrouver dans la question de la coupe illicite du bois qui est peut-être encore plus répandue dans la région.

La controverse du zircon a renforcé davantage ce climat instable dans le contexte plus large du conflit en Casamance. En effet, le MFDC a commencé à s'investir dans la controverse du zircon et s'oppose au projet. Dans ce cadre de corruption potentielle et de suspicion des non-dits, les Casamançais sont en train de faire sortir leur colère: les frustrations du conflit global - avec l'accaparement des terres et l'exploitation du bois par des inconnus - cherchent à se ventiler dans cette controverse du zircon car elles n'ont pas encore été réglées. Or, ce ne serait qu'à partir du moment où l'on s'engage à impliquer les populations locales dans ces processus d'exploitation, de façon transparente, qu'il est possible d'apaiser les tensions.

La société civile

Pour la consolidation de la paix en Casamance, la fragmentation actuelle de la société civile dans la région constitue également un obstacle à l'atteinte des résultats clairs et constructifs. En conséquence, sa présence et ses intentions sont mises en question par des membres de la population locale. Néanmoins, les associations interrogées restent généralement d'accord que les ONG peuvent jouer un rôle important au niveau macro en organisant des rencontres constructives et d'y représenter les préoccupations des populations locales recueillies par leur présence au niveau local.

Il convient de constater que les associations interrogées confirment l'implication des ressources naturelles dans la situation actuelle du conflit

et affirment qu'un accord par rapport à elles peut aider à apaiser les tensions entre les populations et les différentes parties concernées par le conflit. Par contre, il faut souligner qu'il existe encore une grande distance entre la compréhension de leur importance ainsi que leur poids dans le conflit actuel d'un côté et l'utilisation ou la mise en pratique de cette idée de l'autre côté. En effet, les ressources naturelles sont souvent impliquées dans les activités des associations interrogées mais il s'agit plutôt d'une protection et non d'une gestion concertée qui pourrait activer la coopération entre les différents acteurs du conflit.⁵ Paradoxalement, ces associations qui se vantent des acteurs de paix ne traduisent pas - ou n'ont pas encore traduit - ces idées dans la pratique, même si elles confirment son importance. Nous pouvons en conclure que la société civile elle-même a toujours une marge d'amélioration dans ses interventions.

Éléments pour un accord de paix

Pour arriver à une paix durable en Casamance, il faut qu'il y ait des négociations multipartites, inclusives et participatives. L'idée qui ressort de la recherche est alors celle d'un déficit de volonté politique de la part de l'État pour résoudre le conflit. Il y a la conviction que l'organisation des négociations inclusives, sincères et transparentes devrait se faire justement par l'État et non par la société civile elle-même. Mais une fois que ces rencontres sont organisés et les négociations sont mises en place, le débat va être focalisé sur quels aspects?

Selon les participants de cette recherche, le conflit en Casamance est né d'un problème d'accaparement de terre et de sentiments de frustrations liés à l'administration dans laquelle le Casamançais jouait le second rôle. Ici, l'accaparement des terres coïncide en quelque sorte avec l'exploitation des ressources naturelles par les permis qui ont été délivrés principalement à des 'nordistes'. En suivant le raisonnement, il est conseillé d'adopter des

⁵ L'exception ici est peut-être Dynamique de Paix qui organise des rencontres aux zones frontalières pour traiter les problèmes liés à la gestion des ressources naturelles.

mesures par rapport aux ressources naturelles si l'on veut vraiment arriver à un accord de paix. Pourtant, les associations interrogées ne voient pas encore de lien entre les ressources naturelles et l'idée d'un vecteur de paix. A savoir par la possibilité qu'elles incarnent de rassembler les différentes parties autour de la table pour parler justement d'une gestion concertée ainsi que d'une distribution des richesses pour tout le monde.

Dans ce sens, la question de savoir si les ressources naturelles sont déjà considérées comme un élément clé pour atteindre un véritable accord de paix en Casamance reste sans réponse claire. Cela est principalement dû à cette obsession des acteurs de paix d'atteindre un dialogue constructif pour arriver à un accord, tout en oubliant le vrai contenu de ce dialogue tellement souhaité. Quoi qu'il en soit, on peut constater dès le début du conflit que les Casamançais réclament en fait plus de considération pour les populations locales. Cela pourrait déjà contribuer à une meilleure stabilisation et restituer la dignité des populations. Car c'est la population de la Casamance qui en fait les frais: n'ayant aucun moyen de se défendre, elle souffre du côté de l'armée mais également du côté des bandes armées. Quant à la gestion des ressources naturelles et particulièrement le cas de l'exploitation du zircon, il s'agit de vérifier quels seraient les bénéfices pour la population autochtone. Si on arrive à obtenir un compromis autour de la question - que ce soit exploiter ou non - par la voie d'une bonne communication à propos des risques et avantages, cela pourrait déjà constituer la base d'un accord de paix. Car si les Casamançais peuvent bénéficier des ressources naturelles ensemble avec l'État, il y a déjà une dynamique de paix.

Conclusion

Les ressources naturelles peuvent constituer la base d'un accord de paix mais elles peuvent également approfondir la crise. Voilà pourquoi il faut veiller à une bonne répartition des dividendes et ouvrir le dialogue avec les populations. La recherche a montré une forte implication des

ressources naturelles dans la situation actuelle et ce serait contre-productif de les mettre à côté en pensant que ce sont des choses à régler après. Encore mieux, partir d'un accord concernant les ressources naturelles pourrait faciliter les processus d'arriver à une paix globale et durable dans la région. Malheureusement, cette idée-là n'est pas encore très présente parmi les acteurs de paix en Casamance. D'un côté, ils confirment bien clairement que les ressources naturelles et le foncier jouent un rôle important dans ce conflit, mais partir d'un accord par rapport à elles pour régler les frustrations casamançaises de citoyens de seconde zone et en finir avec les conflits de terre ne passe pas vraiment par la tête. La conclusion paradoxale est donc que les associations interrogées confirment l'implication des ressources naturelles dans le conflit mais qu'elles les oublient dans leurs propres activités ainsi qu'au moment de faire la liste des éléments clés pour aboutir à la paix en Casamance.

Bibliographie:

1. Aerts, Arne (2019), "Les ressources naturelles en Casamance: obstacles ou vecteurs de paix? Perceptions des ONG locales" (unpublished master's thesis, Université de Lille, Lille, France)
2. Marut, Jean-Claude (2011), „À l'Ouest, quoi de nouveau ? Les obstacles à la paix en Casamance", *Les Cahiers d'Outre-Mer* no. 255(3), 363-376.
3. Peace Building Initiative (2007), Introduction to Peacebuilding: History, [<http://www.peacebuildinginitiative.org/index34ac.html>]
4. UNEP (2009), From Conflict to Peacebuilding: The Role of Natural Resources and the Environment, [https://postconflict.unep.ch/publications/pcdmb_policy_01.pdf].